MV. L. 6020/2.

Conseil d'Etat — Raad van State
WETGEVING
13 JAN 1958
Overgemaakt aan de H. coordinatie (1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 13 décembre 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi incorporant les communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet à la ville d'Anvers, a donné le 23 décembre 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e december 1957 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet tot inlijving van de gemeenten Berendrecht, Lillo en Zandvliet bij de stad Antwerpen, heeft de 23e december 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à incorporer à la ville d'Anvers les communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet. Il s'inspire des dispositions de la loi du 22 mars 1929, qui a annexé à la même ville les trois communes de Austruweel, Wilmarsdonck et Oorderen,ainsi qu'une partie du territoire de quatre autres localités dont Lillo.

Outre l'exercice du droit de vote, le projet règle les mêmes problèmes que la loi précitée , sauf le sort des administrations poldériennes et le nombre des échevins et des conseillers communaux.

L'exposé des motifs démontre que l'apport de population ne sera pas assez important pour faire passer la ville d'Anvers dans une catégorie supérieure et entraîner une augmentation du nombre des conseillers communaux par application de l'article 4 de la loi communale. En ce qui concerne le nombre des échevins, il a été fixé à huit pour la ville d'Anvers par la loi du 13 mars 1947. Le projet ne doit donc pas régler ces questions.

Quant aux administrations poldériennes, eu égard à la nouvelle législation sur la matière, il n'y a plus lieu pour la loi de s'en préoccuper. En effet, aux termes de l'article 6 de la loi du 3 juin 1957, le Roi "peut supprimer des polders, en créer de nouveaux, scinder ou modifier les circonscriptions existantes ...". Les modifications aux circonscriptions feront donc l'objet d'un arrêté royal pris en exécution de la loi projetée.

\+

\+ \+

.../...

Le projet décide le transfert non seulement des territoires des communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet, mais aussi de tous les autres éléments qui les constituent, notamment des droits et obligations ainsi que de leurs patrimoines. Aussi, serait-il préférable de rédiger l'article 1er, alinéa 1er, en omettant le mot "territoires".

\+

\+ +

L'article 2 du projet dispose :

"En ce qui concerne les services de l'état civil, la ville d'Anvers est dorénavant divisée en cinq districts : les deux premiers districts sont ceux qui sont définis par la loi du 22 mars 1929 portant agrandissement de la ville; les trois autres districts comprennent respectivement les territoires des communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet.

La conservation des registres et la réception des actes de l'état civil auront lieu, dans chaque district, dans un local spécialement affecté à cette destination par la ville.

Dans le cas de délégation des fonctions de l'officier de l'état civil, cette délégation pourra se faire, en vue de tenir compte des districts, à un ou à plusieurs échevins".

.../...

L'article déroge à l'article 75 du Code civil, aux termes duquel les mariages doivent être célébrés "dans la maison commune". On devra considérer comme telle le "local" prévu pour chaque district par l'alinéa 2. Il en résulte que c'est à la porte du même local, et nulle part ailleurs, que devra se faire la publication du mariage prévue à l'article 63 du Code civil, de même que toutes autres publications relatives aux actes de l'état civil, que les lois et règlements exigeraient de faire "à la porte de la maison commune".

On pourrait rédiger l'alinéa 1er sans référence sinon à la loi du 22 mars 1929, du moins à l'article 2 de cette loi; ce qui permettrait d'abroger celui-ci. Il serait d'autant plus opportun d'agir ainsi que l'article 2 du projet n'ajoute pas seulement trois districts à ceux qui ont été créés par la loi de 1929, mais qu'il prévoit la conservation des registres de l'état civil dans chaque district, ce que la loi du 22 mars 1929 ne prescrivait pas expressément.

En même temps que l'article 2 de cette loi, on pourrait abroger formellement l'article 9, déjà abrogé implicitement, et les articles 10, 12, 13, 14 et 15, qui sont devenus sans objet.

\+

\+ \+

.../...

L'article 4 du projet devrait être rédigé à la fois en termes plus simples, évitant l'expression équivoque : "anciennes communes" et la formule inexacte: "la partie de la commune de Lillo appartenant actuellement au canton ... d'Ekeren" (l'autre partie n'est plus Lillo mais Anvers, depuis 1929); et en termes plus généraux, tenant compte de l'existence du tribunal de police unique compétent pour toute la ville d'Anvers (créé par l'article 1er, dernier alinéa, de la loi du 2 octobre 1913).

Quand le présent projet sera devenu loi, il sera peut-être opportun de coordonner la loi du 2 octobre 1913 avec les textes qui l'ont modifiée, notamment, en ce qui concerne Anvers, avec l'article 6 de la loi du 22 mars 1929 et avec la disposition qui vient d'être critiquée.

\+

\+ \+

L'article 5 du projet qui organise la reprise, par la ville d'Anvers, du personnel des communes supprimées, constitue une disposition transitoire et devrait être placé en tête des autres dispositions transitoires prévues in fine du projet.

En revanche, l'article 9, qui n'est pas une disposition transitoire mais une dérogation à la date d'entrée en vigueur de l'ensemble de la loi, devrait constituer la disposition finale du projet.

\+

\+ \+

.../...

L'article 11 du projet reproduit littéralement l'alinéa 1er de l'article 12 de la loi du 22 mars 1929, mais ne reprend pas les alinéas 2 et 3 du même article, qui laissaient au conseil communal d'Anvers le soin de décider de l'entrée en vigueur, dans les territoires incorporés, des règlements et arrêtés de la ville. Cette omission, qui est voulue, signifie que l'abrogation des règlements des communes supprimées, prévue par l'article 11 du projet, entraînera automatiquement l'application des règlements de la ville aux territoires incorporés.

\+

\+ \+

Les diverses suggestions faites ci-dessus, ainsi que d'autres modifications de pure forme, sont réalisées dans le nouveau texte proposé ci-après :

Projet de loi incorporant les communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet à la ville d'Anvers.

....

....

Article 1er.-

Les communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet sont incorporées à la ville d'Anvers.

Alinéa 2 : ...(texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 2.-

Pour la tenue des actes de l'état civil, la ville d'Anvers est divisée en cinq districts :

le premier district comprend le territoire de la ville tel qu'il existait avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 mars 1929, ainsi que les territoires ou parties des territoires des communes d'Austruweel d'Ekeren et de Merksem qui y furent incorporées par la loi précitée;

le deuxième district comprend les territoires ou parties des territoires des communes d'Oorderen, de Wilmarsdonck, de Lillo et de Hoevenen qui furent incorporées au territoire de la ville d'Anvers par la loi précitée;

les troisième, quatrième et cinquième districts comprennent respectivement les territoires des communes de Berendrecht, de Lillo et de Zandvliet qui sont incorporés au territoire de la ville d'Anvers par la présente loi.

Les actes de l'état civil sont dressés dans chaque district, dans un local spécialement affecté à cette destination par la ville d'Anvers. Les doubles des registres sur lesquels les actes sont inscrits, et qui doivent demeurer en la possession de la ville, sont, pour chaque district, conservés dans le même local.

Lorsque les fonctions d'officier de l'état civil sont déléguées, le collège peut, par dérogation

.../...

à l'article 93 de la loi communale, les confier à plusieurs échevins, dont chacun aura compétence pour un ou plusieurs districts.

Article 3.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 4.-

Les territoires des communes de Berendrecht, Lillo et Zandvliet sont incorporés au quatrième canton judiciaire d'Anvers.

Article 5.-

Au tableau annexé à l'arrêté du Régent du 18 mai 1949 apportant des modifications à la répartition des conseillers provinciaux :

1° sous les rubriques "Provinces d'Anvers, Arrondissement administratif d'Anvers" en regard de la mention "District d'Ekeren (cantons électoraux d'Ekeren, Brecht et Zandhoven)", les mots "11 conseillers" sont remplacés par les mots : "10 conseillers";

2° sous la rubrique "Arrondissement administratif de Malines" en regard de la mention : "District de Malines (cantons électoraux de Malines et de Puurs)", les mots : "8 conseillers" sont remplacés par les mots : "9 conseillers".

.../...

Article 6.-

... (texte de l'article 7 du projet du Gouvernement) ...

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 7.-

... (texte de l'article 5 du projet du Gouvernement) ...

Article 8.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 9.-

... (texte de l'article 10 du projet du Gouvernement) ...

Article 10.-

Les règlements et arrêtés communaux applicables au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi aux territoires incorporés, y sont maintenus jusqu'à leur abrogation par le conseil communal de la ville d'Anvers et au plus tard jusqu'à l'expiration du sixième mois qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi.

.../...

Toutefois, les règlements relatifs aux impositions directes sont maintenus jusqu'au dernier jour de l'exercice financier en cours au moment de ladite entrée en vigueur.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 11.-

Les articles 2, 9, 10, 12, 13, 14 et 15 de la loi du 22 mars 1929 portant agrandissement de la ville d'Anvers, sont abrogés.

Article 12.-

L'article 5 n'aura effet qu'à partir du premier renouvellement intégral du conseil provincial d'Anvers.

....

Het ontwerp strekt ertoe de gemeenten Berendrecht, Lillo en Zandvliet bij de stad Antwerpen in te lijven. Het gaat uit van de bepalingen van de wet van 22 maart 1929, die de drie gemeenten Austruweel, Wilmarsdonck en Oorderen alsook een gedeelte van het gebied van vier andere gemeenten, waaronder Lillo, bij dezelfde stad heeft ingelijfd.

Benevens de uitoefening van het stemrecht regelt het ontwerp dezelfde problemen als evengenoemde wet, met uitzondering evenwel van het lot der polderbesturen en van het getal der schepenen en gemeenteraadsleden.

De memorie van toelichting toont aan dat de bevolkingsaanwinst niet voldoende zal zijn om de stad Antwerpen in een hogere categorie te brengen en om het aantal gemeenteraadsleden te verhogen op grond van artikel 4 van de gemeentewet. Het aantal schepenen voor de stad Antwerpen is door de wet van 13 maart 1947 op acht vastgesteld. Deze punten moet het ontwerp bijgevolg niet regelen.

Met de polderbesturen behoeft de wet zich niet meer bezig te houden, gelet op de nieuwe wetgeving ter zake. Krachtens artikel 6 van de wet van 3 juni 1957 kan de Koning immers "polders opheffen, er nieuwe oprichten, de bestaande gebieden splitsen of wijzigen ...".

.../...

Gebiedswijzigingen kunnen dus worden gelast door een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van de ontworpen wet.

+

\+ +

Het ontwerp beslist dat zullen worden overgedragen niet alleen het grondgebied van de gemeenten Berendrecht, Lillo en Zandvliet, maar ook alle andere bestanddelen ervan, met name rechten en verplichtingen en ook hun vermogen. Daarom verdient het aanbeveling het eerste lid van artikel 1 als volgt te lezen : "De gemeenten ... worden ... ingelijfd".

+

\+ +

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

" Voor de diensten van de burgerlijke stand wordt de stad Antwerpen voortaan in vijf distrikten ingedeeld : de eerste twee distrikten zijn die bepaald bij de wet van 22 maart 1929 houdende uitbreiding der stad; de drie overige distrikten omvatten onderscheidenlijk het gebied der gemeenten Berendrecht, Lillo en Zandvliet.

.../...

De bewaring van de registers en het ontvangen van de akten van de burgerlijke stand geschiedt, in elk distrikt, in een daartoe door de stad bijzonder bestemd lokaal.

In geval van delegatie der bediening van ambtenaar van de burgerlijke stand mag deze delegatie, om rekening te houden met de distrikten, aan een of meer schepenen gedaan worden".

Artikel 2 wijkt af van artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek, luidens hetwelk huwelijken moeten worden voltrokken "in het gemeentehuis". Het in artikel 2 voor elk district bedoeld "lokaal" zal als zodanig moeten worden beschouwd. Hieruit volgt dat aan de deur van datzelfde lokaal, en nergens anders, de bij artikel 63 van het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven afkondiging van het huwelijk moet plaats hebben, zoals ook alle andere afkondigingen met betrekking tot de akten van de burgerlijke stand, die krachtens de wetten en verordeningen "aan de deur van het gemeentehuis" zouden moeten worden gedaan.

Het eerste lid zou kunnen worden geredigeerd zonder verwijzing, zo niet naar de wet van 22 maart 1929, dan toch naar artikel 2 van die wet; zodat dit artikel kan worden opgeheven. Deze werkwijze ware des te dienstiger, daar artikel 2 van het ontwerp niet alleen drie distrikten toevoegt aan die welke de wet van 1929 heeft opgericht, maar daar het ook voorschrijft dat de akten van de burgerlijke stand in elk distrikt moeten worden bewaard, hetgeen de wet van 22 maart 1929 niet uitdrukkelijk eiste.

.../...

Samen met artikel 2 van die wet zouden ook het reeds impliciet opgeheven artikel 9 en de overbodig geworden artikelen 10, 12, 13, 14 en 15 uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven.

\+

\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp stelle men in eenvoudiger bewoordingen, namelijk door weglating van de dubbelzinnige uitdrukking : "vroegere gemeenten" en van de onjuiste formule : "het gedeelte van de gemeente Lillo dat thans deel uitmaakt van het vredegerechtskanton Ekeren" (het andere gedeelte is, sedert 1929, niet meer Lillo, maar Antwerpen), en tegelijk in meer algemene termen die er rekening mede houden dat voor de ganse stad Antwerpen één enkele politierechtbank (opgericht bij artikel 1, laatste lid, van de wet van 2 oktober 1913) bevoegd is.

Na het wet worden van dit ontwerp, zal het wellicht zijn nut hebben de wet van 2 oktober 1913 te coördineren met de teksten die haar hebben gewijzigd, zo onder meer, wat Antwerpen betreft, met artikel 6 van de wet van 22 maart 1929 en met de zoëven besproken bepaling.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 5 van het ontwerp, dat de overname van het personeel der opgeheven gemeenten door de stad Antwerpen regelt, is een overgangsbepaling en zou vooraan bij de andere overgangsbepalingen in fine van het ontwerp moeten worden ingevoegd.

Artikel 9 daarentegen, dat geen overgangsbepaling is maar een afwijking op de datum waarop de wet in haar geheel in werking treedt, zou het ontwerp moeten besluiten.

\+

\+ \+

Artikel 11 van het ontwerp neemt het eerste lid van artikel 12 van de wet van 22 maart 1929 woordelijk over, maar niet het tweede en het derde lid daarvan, die de gemeenteraad van Antwerpen toelaten beslissen wanneer de stedelijke verordeningen en besluiten in de ingelijfde gebieden in werking zouden treden. Deze gewilde weglating betekent, dat de in artikel 11 van het ontwerp voorziene opheffing van de verordeningen der afgeschafte gemeenten automatisch leidt tot toepassing van de stedelijke verordeningen op de ingelijfde gebieden.

\+

\+ \+

.../...

In de hieronder voorgestelde tekst is met al deze aanbevelingen en met nog enige vormwijzigingen rekening gehouden.

Ontwerp van wet tot inlijving van de gemeenten Berendrecht Lillo en Zandvliet bij de stad Antwerpen.

...

...

Artikel 1.-

De gemeenten Berendracht, Lillo en Zandvliet worden bij de stad Antwerpen ingelijfd.

... (tweede lid : tekst van het ontwerp van de Regering)...

Artikel 2.-

Voor het houden van de akten van de burgerlijke stand wordt de stad Antwerpen in vijf districten ingedeeld :

.../...

het eerste district omvat het gebied van de stad zoals het was vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 maart 1929, alsook het gebied of het gedeelte van het gebied der gemeenten Austruweel, Ekeren en Merksem dat evengenoemde wet daarbij heeft ingelijfd;

het tweede district omvat het gebied of het gedeelte van het gebied der gemeenten Oorderen, Wilmarsdonck, Lillo en Hoevenen dat evengenoemde wet bij het gebied der stad Antwerpen heeft ingelijfd;

het derde, het vierde en het vijfde district omvatten onderscheidenlijk het gebied van de gemeenten Berendrecht, Lillo en Zandvliet, dat deze wet bij het gebied der stad Antwerpen inlijft.

De akten van de burgerlijke stand worden in elk district opgemaakt in een lokaal dat de stad Antwerpen daarvoor speciaal bestemt. De dubbelen van de registers waarin de akten worden ingeschreven en die in het bezit van de stad moeten blijven, worden voor elk district in hetzelfde lokaal bewaard.

Wordt de bediening van ambtenaar van de burgerlijke stand gedelegeerd, dan kan het college, in afwijking van artikel 93 van de gemeentewet, ze opdragen aan een of meer schepenen, die elk voor een of meer districten bevoegd zijn.

.../...

Artikel 3.-

... (Tekst van het ontwerp van de Regering)...

Artikel 4.-

Het gebied van de gemeenten Berendrecht, Lillo en Zandvliet wordt bij het vierde vredegerechtskanton van Antwerpen ingelijfd.

Artikel 5.-

In de tabel gevoegd bij het besluit van de Regent van 18 mei 1949 tot wijziging van de indeling der provincieraadsleden, worden :

1° onder de rubrieken "Provincie Antwerpen, Administratief Arrondissement Antwerpen" tegenover de vermelding "district Ekeren (kieskantons Ekeren, Brecht en Zandhoven)", de woorden : "11 raadsleden" vervangen door de woorden : "10 raadsleden";

2° onder de rubriek "Administratief Arrondissement Mechelen", tegenover de vermelding "district Mechelen (kieskantons Mechelen en Puurs)" de woorden :"8 raadsleden" vervangen door de woorden : "9 raadsleden".

.../...

Artikel 6.-

... (Artikel 7 van de tekst van het ontwerp van de Regering)...

OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 7.-

... (Artikel 5 van de tekst van het ontwerp van de Regering)...

Artikel 8.-

... (Tekst van het ontwerp van de Regering)...

Artikel 9.-

... (Artikel 10 van de tekst van het ontwerp van de Regering)...

.../...

Artikel 10.-

De gemeentelijke verordeningen en besluiten die bij de inwerkingtreding van deze wet op de ingelijfde gebieden toepasselijk zijn, blijven er van kracht totdat zij door de gemeenteraad van de stad Antwerpen worden opgeheven, en uiterlijk tot bij het verstrijken van de zesde maand volgend op de inwerkingtreding van deze wet . De verordeningen met betrekking tot de directe belastingen blijven echter van kracht tot de laatste dag van het financieel dienstjaar, dat op het tijdstip van die inwerkingtreding lopende is.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 11.-

De artikelen 2, 9, 10, 12, 13, 14 en 15 van de wet van 22 maart 1929 houdende uitbreiding der stad Antwerpen worden opgeheven.

Artikel 12.-

Artikel 5 zal pas vanaf de eerste algehele vernieuwing van de provinciale raad van Antwerpen uitwerking hebben.

...

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	L.MOUREAU, G.HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, J.LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.